

20
OCT
25

EOO By Lodj BUSINESS

PME TPE STARTUP

www.lodj.ma

IMAGE GÉNÉRÉE PAR L'IA

MAINTENANT QUE LE CONCEPT

"la destruction créatrice"
a son Nobel

@lodjmaroc



Maintenant que le concept de "la destruction créatrice" a son Nobel

Destruction créatrice à la marocaine : où restent les verrous?

De la politique de l'offre à la politique d'innovation : passer du ratrappage à la frontière technologique

Équité de la transition : comment accompagner les perdants de la productivité?

La destruction créatrice à la marocaine : oser la renaissance
Par Rachid Boufous

Prix Nobel d'économie 2025 – l'essentiel à connaître

EDITO

La semaine des réglages fins

**PLF 2026 : santé-éducation en tête, inflation ciblée demain
5G : du décret à l'usine, l'heure des usages**

Carburants : la détente de mi-octobre et ce qu'elle change

Inflation : le signal de modération se confirme – que faut-il en déduire vraiment ?

Risque-pays : pourquoi la note « B » de Coface compte... et ce qu'elle ne dit pas

Diplomatie économique : le pari Afrique-Türkiye, mode d'emploi pour les entreprises

Crypto, "vendredi noir" et ligne marocaine : protéger sans étouffer

Énergie : l'éolien de Nareva et la bataille du MWh compétitif

Transport & logistique : ce que "Logiterre" révèle des priorités 2025-2030

**ECO
BUSINESS**

LODj



Imprimerie Arrissala

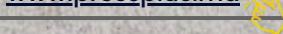
**20
OCT | 2025**

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSAID - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média – Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma





L'ODJ WEB TV - EN DIRECT

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES
EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING



**REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE
ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS**



SCAN ME!



MAINTENANT QUE LE CONCEPT DE "la destruction créatrice" a son Nobel

Il aura fallu qu'un prix Nobel d'économie vienne le rappeler : la destruction créatrice, ce n'est pas un slogan de start-up ni une fable schumpétérienne pour investisseurs en quête de sens. C'est le cœur battant du progrès, ce moteur impitoyable mais fécond qui fait tomber les vieilles structures pour permettre à de nouvelles de naître.

Philippe Aghion, Peter Howitt et Joel Mokyr viennent d'être consacrés pour avoir démontré, preuves à l'appui, que l'innovation n'est pas un luxe moral, mais une condition vitale de prospérité. Une économie qui ne crée pas finit par se fossiliser, et une société qui ne se réinvente pas se condamne à la dépendance. Voilà qui, espérons-le, parlera enfin aux décideurs marocains, à nos « sachants » et à nos « savants ».

Le Maroc a depuis longtemps les mots – "start-up", "hub africain", "innovation", "transformation digitale". Mais il lui manque encore la grammaire du risque, cette capacité à tolérer l'échec, à financer le long terme, à laisser l'expérimentation remplacer la procédure. L'innovation ne se décrète pas, elle se cultive ; elle se protège, se finance, se gouverne avec courage.

Derrière ce Nobel, il y a une leçon politique : la croissance ne naît plus du béton ni des exonérations fiscales, mais de la connaissance. Le Maroc a construit ses ports, ses routes, ses zones industrielles ; il doit désormais bâtir ses laboratoires, ses brevets, ses fonds d'innovation. Sans cela, il restera un atelier sous-traitant dans une économie mondialisée qui se referme.

La destruction créatrice à la marocaine n'a pas encore eu lieu. Nous préserverons trop nos rentes, nos lenteurs, nos guichets et nos certitudes. Mais le monde bouge. L'intelligence artificielle, l'énergie verte, la biotechnologie et la science des matériaux redessinent déjà les frontières de la richesse.

Peut-être qu'en voyant ce concept élevé à la dignité d'un Nobel, nos dirigeants comprendront enfin qu'il ne s'agit pas d'un caprice d'économistes, mais d'une nécessité historique. Le Maroc n'a pas besoin de plus d'instructions : il a besoin d'un électrochoc créatif. D'un courage collectif pour détruire ce qui bloque, et pour faire naître ce qui manque.

La question, désormais, n'est plus "quand", mais oserons-nous ?



LODj

WWW.PRESSPLUS.MA



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

SCAN ME



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRE & QUOTIDIENS...

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC

DESTRUCTION CRÉATRICE À LA MAROCAINE : OÙ RESTENT LES VERROUS?

Le prix Nobel d'économie 2025 a remis la destruction créatrice au cœur du débat : l'innovation ne se contente pas d'ajouter, elle remplace des vies, des modèles, des acteurs. Pour un pays en ratrappage comme le Maroc, ce concept doit être non pas un mot académique, mais un test de résilience institutionnelle.

Les frictions structurelles au Maroc
 Contestation de la concurrence & rente protégée
 De nombreux secteurs restent verrouillés par des acteurs historiques ou des monopoles de fait — qu'il s'agisse de la distribution, des infrastructures ou même de certaines filières industrielles stratégiques. En l'absence d'une ouverture concurrentielle réelle, les innovateurs potentiels se heurtent à des barrières d'entrée.
 Exemple : une jeune entreprise de motorisation électrique (auto-EV) pourrait proposer un moteur modulaire, mais se retrouve face à des fournisseurs de pièces ou des frais d'homologation non transparents contrôlés par des intérêts institutionnels.

Lenteurs administratives & guichets multiples

Le "dernier kilomètre" administratif tue souvent le projet. Qu'il s'agisse des autorisations environnementales, des agréments de R&D, des certificats d'export ou de la propriété intellectuelle — les délais, les doublons, les incohérences sont fréquents. Une PME deeptech qui veut exporter un capteur IA à l'étranger peut devoir parcourir 5 ministères ou agences — chaque étape pouvant être source de rejet ou de retard.

Financement de l'innovation trop fragile

Les projets à forte technicité sont jugés trop risqués par les banques classiques. Le capital-risque marocain est embryonnaire. Les fonds publics (ou quasi publics) peinent à prendre le relais — et quand ils le font, c'est souvent avec contraintes lourdes qui découragent l'audace.

Propriété intellectuelle et innovation diffuse

Beaucoup d'inventeurs "informels" au Maroc ne matérialisent pas leurs innovations par des brevets ou normes normalisées, pour cause de coût, complexité ou méconnaissance. Résultat : les acteurs étrangers captent souvent la valeur ajoutée à partir du savoir local non protégé.

Actions concrètes (et non fétiches symboliques)

Audit sectoriel concurrentiel : identifier les secteurs où l'entrée est la plus freiné (auto, aéronautique, santé-tech). Supprimer les obstacles réglementaires non justifiés.
 Guichet unique "innovation + export" : regrouper autorisations, homologations, PI dans un guichet inter-agences (Économie, Industrie, Recherche, Commerce extérieur).
 Fonds "capital patient" à risque public-privé : cofinancer des startups deeptech jusqu'à leur maturité minimale, sans exiger rendement immédiat. Intégrer des ingénieurs de haut niveau dans les comités d'investissement.
 Programme national de brevets "low cost" : subventionner les petits brevets (pour PME/chercheurs), simplifier les procédures, offrir des services d'accompagnement PI gratuits dans les universités et pôles technologiques.
 Partenariats industriels-universitaires à contrainte d'industrialisation : l'université ne reste pas reine du papier : si le projet est financé, l'engagement est de prototyper, marcher vers un pilote industriel dans un délai fixé.
 Avec ces mesures, le Maroc commencerait à transformer la destruction créatrice — redoutée — en moteur contrôlé de renouvellement productif.



DE LA POLITIQUE DE L'OFFRE À LA POLITIQUE D'INNOVATION : PASSER DU RATTRAPAGE À LA FRONTIÈRE TECHNOLOGIQUE

Le modèle marocain s'est longtemps appuyé sur une politique de l'offre : améliorer l'accès à l'énergie, aux infrastructures, aux zones industrielles. C'est nécessaire, mais insuffisant. Si nous voulons naviguer dans le nouveau monde (IA, biotechnologie, matériaux avancés, mobilité durable), il faut évoluer vers une politique d'innovation — une gouvernance systémique de l'effort technologique.

Casser le plafond du "rattrapage"

Le rattrapage (imiter, adapter) a ses limites. Au-delà d'un certain seuil, la compétitivité exige d'atteindre ou de s'approcher de la frontière technologique — c'est là que la valeur est captée, non dans la copie. Pour cela, plusieurs leviers doivent être reformulés :

ARPA-Maroc (Agence de recherche à mission)

Instaurer une structure à la mode américaine, indépendante, avec des budgets pluriannuels confiés à des "missions" (énergies, santé, agriculture durable, villes intelligentes). Elle finance des projets à haut impact avec tolérance au risque — pas des programmes standardisés "spot".

Cette ARPA pourrait cofinancer des consortiums privés-publics, et définir des appels d'offres technologiques exigeants (défi pro type "ville zéro carbone").

Doctorants-industrie : pont ou trésor inexploité

Encourager (et subventionner) les thèses CIFRE (cofinancées université / entreprise). Pour toute thèse soutenue, imposer ou inciter à un prototype ou publication industrielle.

Créer des "écoles doctorales connectées industrie" où le doctorant passe 30-50 % du temps dans une startup ou une usine.

Marchés publics innovants

Actuellement le Maroc achète souvent des produits ou services existants. Introduire des marchés d'innovation : l'État (et les collectivités) peuvent lancer des appels à prototypes (phase 1) puis industrialisation (phase 2) pour des solutions technologiques (IA, gestion de l'eau, mobilité).

Par exemple, une ville pourrait commander un prototype local de gestion énergétique intelligente (smart grid) ou d'optimisation de trafic urbain.

Infrastructures numériques & données ouvertes

Pour que l'innovation se diffuse, il faut des "substrats" : infrastructures cloud souverain, accès haut débit partout, jeux de données publiques ouvertes (transport, santé, urbanisme). Ces ressources permettent aux startups et chercheurs de bâtir sans barrière d'entrée.

Effets transformateurs anticipés

Montée en gamme : au lieu de n'être que fournisseurs intermédiaires, des entreprises marocaines pourraient devenir co-développeurs, voire leaders de modules ou sous-systèmes avancés (EV, drones, capteurs). Effet multiplicateur sur l'emploi qualifié : plus de métiers R&D, mais aussi service, maintenance, UX, certification.

Résilience accrue : dans un monde volatil (supply chain instable, montée des coûts), avoir une capacité nationale d'innover localement est un amortisseur stratégique.

Cette politique d'innovation ne remplacera pas la politique de l'offre — elle la complète. Mais elle impose un virage mental : l'État ne se contente pas d'équiper, il devient architecte de la trajectoire technologique.



ÉQUITÉ DE LA TRANSITION : COMMENT ACCOMPAGNER LES PERDANTS DE LA PRODUCTIVITÉ?

La destruction créatrice et l'innovation massive promettent un futur plus performant — mais souvent font des victimes.
Si le Maroc veut éviter que le progrès creuse les fractures sociales, il doit bâtir une justice transitionnelle (répartition, reconversion, soutien).
L'innovation, sinon, sera perçue comme une agression.

Chocs potentiels et populations vulnérables

Déclassement sectoriel : des métiers de routine (maintenance, surveillance, postes d'assemblage industriel) peuvent disparaître ou subir une automatisation.

Géographie inégale : les zones rurales ou industries décentrées pourraient perdre des emplois tandis que les clusters technologiques urbains concentrent la croissance.

Fragmentation

générationnelle : les jeunes formés numériquement auront plus d'options que les travailleurs âgés peu qualifiés, creusant le sentiment d'exclusion.

Mécanismes de transition équitable

Assurance-reconversion technologique
Créer un mécanisme de "revenu de transition"

pour tout salarié dont l'emploi est déplacé par l'innovation, une indemnité partielle pendant 12-24 mois couplée à une formation — axée vers les métiers de la nouvelle économie (IA, maintenance avancée, data).

Exigence : les fonds doivent être abondés autant par des entreprises technologiques que par l'État.

Centres régionaux de reconversion & micro-campus

Dans chaque région, instituer un centre de formation continue focalisé sur les compétences de l'avenir (robotique, data science, énergies renouvelables). Ces centres accueillent les déplacés et les aspirants transitionnant d'un secteur à l'autre.

Partenariats entreprises-État pour l'emploi de transition

Pour les entreprises qui automatisent, imposer qu'elles prennent un quota de recrutement dans les zones affectées ou financer des incubateurs locaux.

Exemple : une usine automobile électrifiée à Casablanca pourrait être obligée d'investissement dans des startups de mobilité à Tanger ou Oujda, pour compenser l'effet régional.

Fiscalité redistributive intelligente

Taxer les "gains exceptionnels d'innovation" d'entreprises dominantes pour financer le dispositif de reconversion. Mais cette fiscalité doit être soigneusement calibrée pour ne pas étouffer l'innovation — un "impôt de surcharge" ponctuel à réinvestir dans la formation et l'inclusion numérique.

Gardes-fous démocratiques

Mettre en œuvre des critères territoriaux, genre, génération, pour s'assurer que la transition bénéficie non seulement aux métropoles ou aux élites. Créer des comités citoyens de "transition tech" pour que les politiques de reconversion soient socialement légitimes.



Une transition juste, condition de viabilité politique

Si l'innovation ne laisse personne sur le bas-côté, elle gagne en acceptabilité.

Cette équité de la transition est moins un coût qu'un investissement social : elle garantit la cohésion, la stabilité et une adhésion collective au nouveau monde.

LODj
R212

DISPONIBLE SUR
Google Play

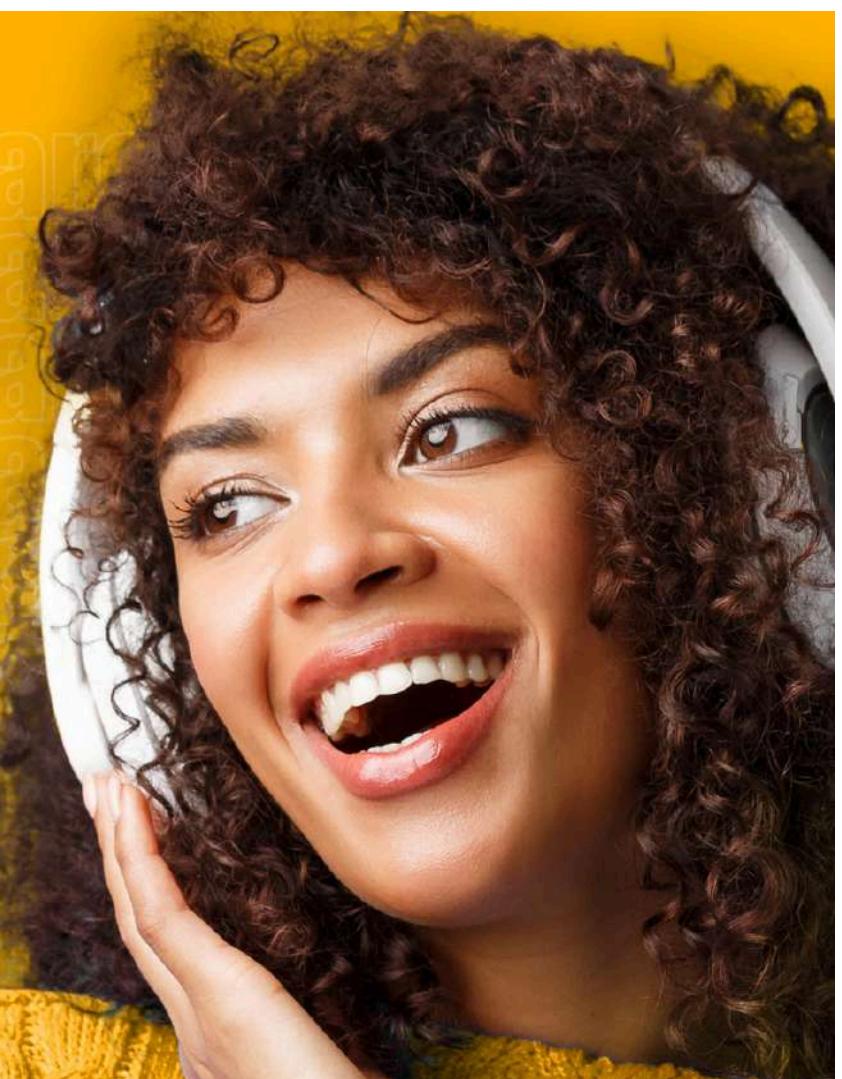


SCAN ME!

فضيحة - اذاعة مغربية العالمية

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC



LA DESTRUCTION CRÉATRICE À LA MAROCAINE : OSER LA RENAISSANCE

Le Maroc se trouve à un tournant historique de son développement. Après avoir consolidé ses bases industrielles et modernisé ses infrastructures, il fait désormais face à une question essentielle : comment passer d'une économie de rattrapage à une économie de création ? Ce défi, plus profond qu'il n'y paraît, met en jeu la capacité du pays à embrasser la logique de la "destruction créatrice", ce processus schumpétérien qui voit l'innovation balayer les structures anciennes pour donner naissance à de nouveaux modèles de croissance. Or, au Maroc, cette dynamique semble encore freinée par des verrous institutionnels, culturels et mentaux qui empêchent le renouvellement du tissu économique et social.

Le modèle marocain a longtemps reposé sur la politique de l'offre : attirer les investisseurs étrangers, développer les zones franches, industrialiser les filières exportatrices. Cette stratégie, couronnée de succès partiels, a permis au pays de s'inscrire dans les chaînes de valeur mondiales et de stabiliser son environnement économique. Mais elle montre aujourd'hui ses limites. En misant principalement sur la sous-traitance et les industries d'assemblage, le Maroc est resté dépendant de la technologie des autres. Il produit sans inventer, exporte sans breveter, croît sans innover. Il est devenu un élève appliquée de la mondialisation, mais non un acteur de sa transformation.

La véritable rupture suppose de passer d'une économie d'imitation à une économie d'innovation. Cela implique un changement de paradigme : l'État doit cesser de se contenter de construire des infrastructures visibles et devenir un investisseur stratégique dans le savoir, la recherche et la créativité. Les universités doivent être repensées comme des laboratoires de la transformation nationale, connectées à l'entreprise et à l'industrie. Les politiques publiques doivent encourager la prise de risque, l'expérimentation, et la valorisation du capital humain. Car la richesse de demain ne viendra pas de la terre ni des usines, mais de l'intelligence.

Mais cette transition se heurte à un mal plus profond : la peur de détruire. Le Maroc reste prisonnier d'une culture de la rente, où les positions acquises et les équilibres sociaux sont sacrés. On veut tout moderniser, sauf ce qui rapporte. On parle d'innovation, mais on la subordonne aux hiérarchies établies. La destruction créatrice, pourtant, exige le contraire : accepter la disparition des monopoles, la faillite de certaines structures, la remise en question de la bureaucratie. L'économie marocaine est traversée par une contradiction majeure : elle veut de la nouveauté sans rupture, du changement sans désordre, du progrès sans désancrage. C'est une illusion paralysante.

Dans les pays qui ont réussi leur mutation, du Japon des années 1960 à la Corée du Sud des années 1980, en passant par la Chine numérique ou l'Estonie digitale, la transformation s'est faite par l'acceptation du risque et de la volatilité. On ne peut créer sans détruire, ni avancer sans déranger. Le Maroc doit oser ce saut qualitatif, cette phase d'incertitude féconde où la destruction devient une promesse de renouveau. Cela exige du courage politique, mais aussi un pacte social clair. Car toute transformation crée des perdants.



L'équité de la transition est donc la clé de voûte de la modernisation. Il ne s'agit pas de freiner le progrès pour préserver les anciens métiers, mais d'accompagner les travailleurs vers les nouveaux. La formation tout au long de la vie, la reconversion professionnelle, la mobilité géographique et la revalorisation des compétences sont autant de leviers indispensables. Le Maroc doit inventer un modèle social qui soutient le risque au lieu de le punir, et qui considère la productivité non comme un instrument d'exclusion, mais comme un facteur d'émancipation collective. La productivité doit devenir une promesse de dignité, non une source d'injustice.

Le Maroc dispose pour cela d'atouts considérables : une jeunesse instruite et connectée, un réseau d'infrastructures solides, une stabilité politique rare, et une position géostratégique unique entre l'Europe et l'Afrique. Ce qu'il lui manque, c'est une vision coordonnée de l'innovation, une alliance entre l'État stratège, l'entreprise audacieuse, l'université ouverte et la société confiante. Il faut transformer le capital humain en capital d'avenir, et la jeunesse en moteur de la destruction créatrice.

La véritable réforme économique n'est pas dans les plans quinquennaux ni dans les slogans de croissance, mais dans le courage d'assumer la fin d'un modèle pour en inventer un autre. Le Maroc doit sortir de la logique du rattrapage pour entrer dans celle de la création. Il ne s'agit plus de suivre le monde, mais de le précéder. Car au fond, la destruction créatrice n'est pas une perte : c'est une renaissance. Elle exige de briser les certitudes, d'affronter les résistances et de libérer l'énergie du nouveau.

Le Maroc est prêt pour ce saut, à condition d'oser croire à sa propre capacité d'inventer. Ce jour-là, la destruction créatrice cessera d'être un concept économique pour devenir une réalité nationale, celle d'un pays qui a compris que l'avenir appartient à ceux qui ont le courage de recommencer autrement.

Rachid Boufous



PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE 2025

L'ESSENTIEL À CONNAÎTRE

Lauréats. Joel Mokyr (Northwestern), Philippe Aghion (Collège de France/LSE) et Peter Howitt (Brown) remportent le prix « pour avoir expliqué la croissance tirée par l'innovation ». Le prix est partagé : 1/2 à Mokyr pour l'identification des conditions d'une croissance soutenue par le progrès technique ; 1/2 à Aghion & Howitt pour la théorie de la croissance par destruction créatrice (modèle schumpétérien).

Ce que dit l'Académie. Leur corpus montre comment les innovations remplacent les technologies obsolètes et, si les institutions les favorisent (concurrence, financement, protection des chercheurs), elles soutiennent la productivité de long terme.

Éclairage médiatique. Les dépêches et entretiens soulignent l'enjeu politique : l'ouverture, la concurrence et les politiques pro-innovation conditionnent la prospérité ; les replis protectionnistes et la déglobalisation la freinent.

Repères académiques.

Aghion-Howitt (1992 →) : croissance endogène via destruction créatrice ; la politique publique doit arbitrer innovation/monopole, concurrence/financement.

Mokyr : histoire économique du progrès ; rôle des idées, institutions, culture de l'innovation comme prérequis de la croissance soutenue.

Pourquoi c'est important, concrètement

1) Message politique implicite.

La concurrence stimule l'entrée des innovateurs ; l'indus-policy utile est celle qui renforce la R&D, le capital humain et des marchés ouverts, pas le protectionnisme défensif.

2) Lecture « Maroc 2030 ».

Capacité d'innovation : invest. stables en éducation supérieure/STEM, transfert techno (aéro, auto-EV, biotech), et filières AI/quantique ; consolider les fonds de capital patient.

Régulation pro-concurrence : baisser les barrières à l'entrée, simplifier marchés publics deeptech, accélérer la normalisation/PI. (Interprétation appliquée à partir du cadre des lauréats.)

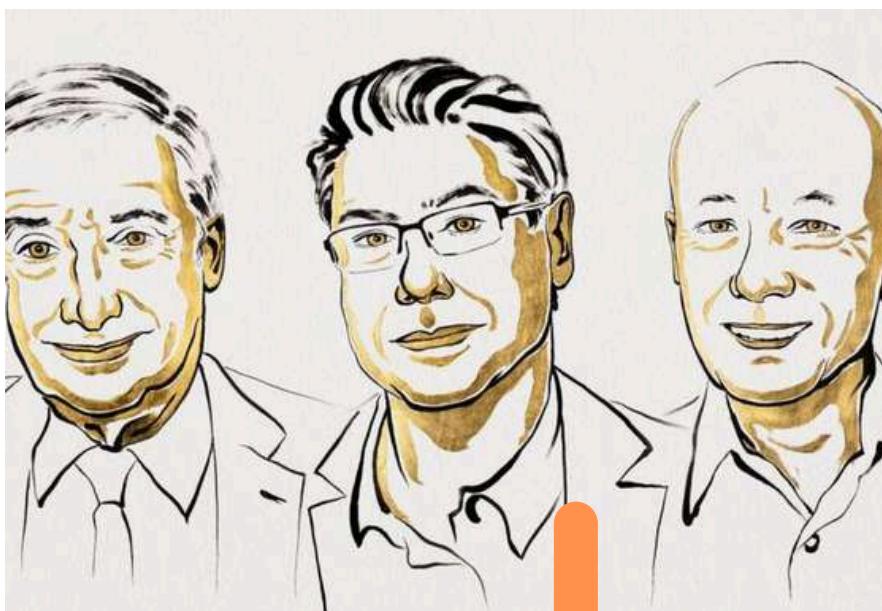
Etat stratège “ARPA-like” : soutenir des missions claires (santé, eau-énergie, matériaux), en évitant les « champions » captifs.

3) Points de vigilance (contre-champ).

Mesure : la productivité liée au numérique est difficile à capter dans les statistiques ; résultats hétérogènes selon secteurs. (Lecture critique générale appuyée par les documents « popular/advanced ».)

Coûts sociaux de la destruction créatrice : emplois déplacés, territoires perdants → besoin d'assurance-reconversion pour maintenir l'adhésion politique.

Environnement : croissance “qualitative” à concilier avec contraintes climatiques ; l'innovation verte doit être ciblée (prix carbone, R&D). (Inférence à partir du cadre théorique.)



LODj

خليل JÉUNÉ



www.lodj.ma



SCAN ME

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO
ÉMISSION WEB TV, PODCASTS, REPORTAGE, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS

« LA SEMAINE DES RÉGLAGES FINS »

Une économie ne tient pas qu'aux grandes messes ; elle tient aux réglages fins. Cette semaine, le Maroc a justement opéré sur ces petits crans qui font beaucoup. Un PLF 2026 qui élève la santé et l'éducation, promet un ciblage d'inflation crédible, et parle d'équité territoriale : la bonne musique est là, encore faudra-t-il lui donner un orchestre — exécution, transparence, pilotage.

La 5G passe du verbe au service : décret d'attribution imminent, lancement annoncé en novembre dans huit villes. Nous devons refuser la tentation du gadget ; la 5G sera un succès industriel ou ne sera pas. Ports, rail, usines, hôpitaux : faisons de la latence un avantage compétitif, pas une fiche technique.

Au comptoir des réalités, la pompe baisse — 10 centimes de moins le 16 octobre. Oui, c'est modeste ; oui, ça compte : moins de friction pour le transport, un peu d'air pour le pouvoir d'achat, un signal utile pour la dynamique des prix. Souhaitons que la pédagogie publique accompagne la mécanique : indices, change, marges — parlons clair, chiffres ouverts.

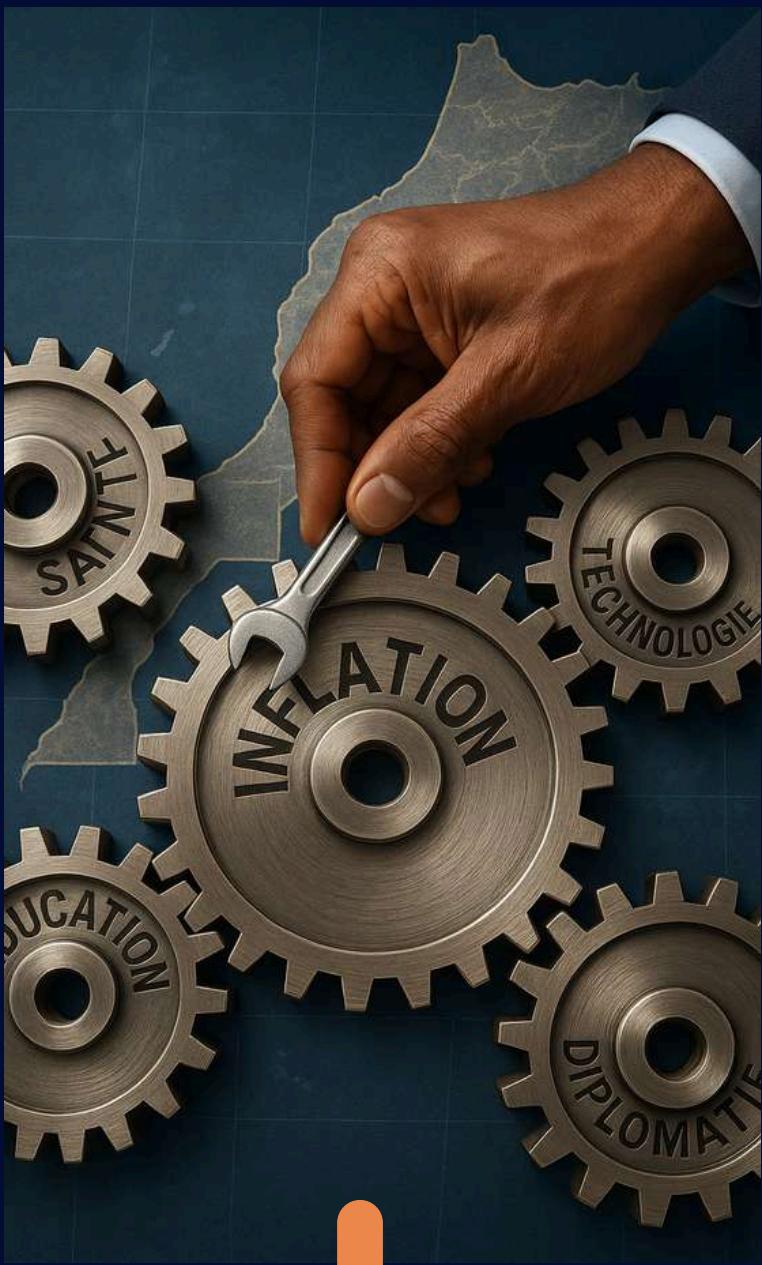
Le risque-pays « B » de Coface rappelle qu'un narratif de progrès se construit et se paye :

par la rigueur des réformes et la constance des signaux. La diplomatie, elle, avance ses pièces sur l'échiquier Afrique-Türkiye ; à condition de l'enraciner dans des chaînes de valeur réelles, ce type de partenariat peut ouvrir des corridors tangibles.

Dernier électrochoc : la crypto a connu son vendredi noir mondial. Le Maroc, qui travaille un cadre légal, doit tenir une ligne lucide : protéger l'épargnant, permettre l'innovation, et séparer la technologie (registres, paiements) du spéculatif pur. Le futur se construit rarement dans les extrêmes.

Morale provisoire : le pays ajuste ses réglages — budgétaires, technologiques,

tarifaires, diplomatiques. À ECO Business, on plaide pour une chose simple : mesurer autant qu'annoncer. La confiance, c'est la somme de petits faits têtus. Et cette semaine, ils étaient du bon côté.





SCAN ME!

**REJOIGNEZ NOTRE CHAÎNE WHATSAPP
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !**

PLF 2026 : SANTÉ-ÉDUCATION EN TÊTE, INFLATION CIBLÉE DEMAIN

La séquence budgétaire 2026 s'ouvre avec un message limpide : santé et éducation passent devant. À Rabat, la ministre des Finances assume un recentrage « social utile » sans renier la prudence macroéconomique. Sur le papier, l'intention est vertueuse. Mais une question taraude décideurs et investisseurs : où sont les leviers concrets qui transformeront une enveloppe priorisée en résultats tangibles pour les citoyens et en confiance durable pour les marchés ?

D'abord, le cadrage. Le gouvernement place « la santé de proximité » au cœur du PLF : hôpitaux locaux, désenclavement des soins, continuité de service — une manière de répondre aux revendications sociales, en particulier celles portées par une jeunesse qui a reproché à l'État l'inégalité d'accès aux services. Côté éducation, l'effort vise la qualité (langues, sciences, numérique) et l'équité territoriale. L'esprit : réduire les distances — physiques et symboliques — entre l'État et l'usager. Ce discours s'accompagne d'un rappel de la stabilité : pas de dérapage spectaculaire, pas d'émission internationale « immédiate », et une trajectoire monétaire lisible.

Au-delà des postes, la vraie nouveauté tient à la cible d'inflation : le Maroc annonce son intention d'installer, d'ici fin 2026/début 2027, un ciblage de 2-3 %. C'est une mutation de régime : on passe d'un pilotage principalement par l'ancrage de change et un corridor de taux à un cadre plus "forward-looking" où l'anticipation des prix devient une ancre de crédibilité. Cela suppose une coordination millimétrée entre Trésor et Bank Al-Maghrib, et surtout des capacités statistiques (anticipations, diffusion des chocs) renforcées. La Banque centrale garde par ailleurs un œil sur le taux directeur (2,25 %), inchangé fin septembre, preuve que la fenêtre d'opportunité désinflationniste est encore là.

Mais une cible d'inflation n'est pas un slogan. Trois conditions feront la différence. Un : la crédibilité. Si les chocs exogènes (énergie, climat) bousculent la courbe des prix, l'État devra expliquer vite et bien — pour éviter de perdre l'ancrage des anticipations. Deux : la transmission. Ciblage d'inflation rime avec marchés profonds : dette domestique liquide, communications claires, et un système bancaire prompt à répercuter la politique monétaire.

Trois : l'offre. Sans productivité et sans concurrence loyale, toute cible devient une ligne Maginot : belle, mais contournée. Ici, la politique budgétaire doit désenclaver l'investissement (santé/éducation compris) pour doper le capital humain et réduire les goulets logistiques.

L'arbitrage social/macro se lira dans l'exécution. Sur la santé, ouvrir des hôpitaux de proximité c'est bien ; y affecter des médecins et assurer la maintenance l'est encore plus. Sur l'éducation, le diable se cache dans la pédagogie (formation continue, science/numérique) et la gouvernance (pilotage local, responsabilisation). Sur la dépense, la tentation de l'annonce-effet doit céder au suivi-impact (indicateurs publics trimestriels, tableaux de bord territorialisés). Ce passage d'une stabilité macro "déclarée" à une stabilité macro "méritée" sera scruté par les marchés... et par les citoyens.

Reste l'extérieur. La diplomatie économique marocaine multiplie les partenariats Sud-Sud ; la priorisation santé/éducation peut devenir un atout d'attractivité si elle s'accompagne d'achats publics innovants (EdTech, MedTech, biotech) et de PPP intelligents. C'est aussi une boussole politique : dans un monde heurté, investir dans l'humain est une stratégie de souveraineté.

Verdict provisoire ? Le PLF 2026 fait les bons choix. Il faudra maintenant les tenir. Un État stratège se juge moins à la poésie des promesses qu'à la prose des résultats : des classes qui apprennent, des hôpitaux qui soignent, des prix qui n'affolent pas. C'est ambitieux — et c'est exactement ce qu'il faut.



CARBURANTS : LA DÉTENTE DE MI-OCTOBRE ET CE QU'ELLE CHANGE

Le 16 octobre, les prix à la pompe ont de nouveau plié : ≈-10 centimes le litre, troisième recul depuis la mi-août. Un chiffre modeste ? Pas vraiment. Pour les transporteurs, l'addition mensuelle de gasoil pèse plus qu'une ligne de communication ; pour les TPE du commerce, c'est la différence entre tenir et couler à la rentrée.

Une mécanique à deux temps. Premier temps, le signal macro : après un été de modération, la détente carburants confirme la désescalade des tensions prix-coûts – à l'unisson des données d'inflation modérée au T3 2025. Deuxième temps, l'effet micro : un distributeur de fruits à Casablanca, un e-commerçant à Fès, un transporteur régional à Agadir verront leur coût kilométrique reculer, avec un pass-through partiel au consommateur final. C'est petit à l'unité, cumulatif à l'échelle.

Consonews

Et la logistique ? Les chaînes marocaines – route + rail + port – sont sensibles au gasoil. Sur la route, le prix au km conditionne l'offre de groupage; sur le maritime, la desserte intérieure vers les hubs (Tanger Med, Casablanca) détermine la compétitivité export (agro, textile, auto). Une détente répétée réduit les surcharges et assouplit les négociations entre chargeurs et transporteurs. Dans un contexte de concurrence internationale féroce (tomate, fruits rouges), quelques centimes comptent pour sécuriser les marges.

Attention aux illusions optiques. Un recul de 10 cts n'efface pas l'incertitude pétrolière. La trajectoire dépend du brut, du dollar et des marges de distribution. Le débat sur ces marges reviendra avec la même régularité que les révisions bimensuelles ; il gagnerait à être objectivé par un tableau de bord public (cours CIF, change, fiscalité, marges moyennes par région). Transparence = confiance.

Pouvoir d'achat et politique monétaire. En s'agrégant aux signaux HCP (inflation tempérée), la détente carburants plaide pour un maintien du taux directeur (2,25 %) tant que la croissance tient et que l'inflation sous-jacente reste sage. Mais si la baisse carburants s'accompagnait d'un ralentissement de la demande, la Banque centrale aurait la tentation de parler plus qu'elle n'agit (forward guidance) afin de ne pas épuiser ses munitions trop tôt.

PME, la passe décisive. Les petites entreprises attendent deux choses : une visibilité sur les prix et des instruments pour amortir la volatilité (contrats cadres carburant, mutualisation d'achats, logistique collaborative). Les fédérations peuvent expérimenter des alliances achats, tandis que l'État structure des incitations à la transition énergétique (véhicules utilitaires bas carbone, pilotage de flotte, maintenance préventive).

CE N'EST PAS « JUSTE 10 CENTIMES ».



C'est un signal. S'il se prolonge et s'accompagne d'outils (transparence, achat mutualisé, transition), alors il peut devenir un levier pour la compétitivité quotidienne des PME. À l'heure où chaque dirham gagné sur la route compte, cette détente n'est pas un détail – c'est une respiration.



INFLATION : LE SIGNAL DE MODÉRATION SE CONFIRME — QUE FAUT-IL EN DÉDUIRE VRAIMENT ?

Le thermomètre des prix a cessé de clignoter rouge. Selon les dernières estimations conjoncturelles, l'inflation aurait progressé à un rythme beaucoup plus tempéré au T3-2025, autour de +0,4 % en glissement annuel, avec un reflux de l'inflation sous-jacente proche de 0,8 %. L'énergie se détend, les produits alimentaires hors frais se stabilisent, et le pouvoir d'achat respire un peu mieux. Le Maroc s'éloigne ainsi de la zone d'inconfort vécue en 2022-2023 et regagne une zone de normalité — fragile, mais réelle.

La dynamique tient à trois ressorts. D'abord, la désescalade énergétique depuis l'été, qui atténue la transmission des coûts logistiques et de production. Ensuite, la stabilisation du panier alimentaire hors produits frais, grâce à de meilleurs arbitrages d'imports et à une demande plus prudente des ménages. Enfin, la politique monétaire a joué son rôle de pare-feu : Bank Al-Maghrib a préféré l'effet de signal au sprint, en conservant un taux directeur à 2,25 % fin septembre, tout en gardant la transparence comme boussole. Résultat : les anticipations s'ancrent, une condition indispensable pour envisager un ciblage d'inflation crédible à horizon 2026-2027.

Reste que le tableau n'est pas monochrome. Les denrées périssables, en particulier certains légumes, restent capricieuses et sensibles aux aléas climatiques. La sécheresse chronique peut, par à-coups, raviver des tensions de prix à la source. Côté énergie, le Maroc ne pilote ni le baril ni le dollar : une remontée des cours, ou une dépréciation du dirham, peuvent très vite réimprimer des hausses à la pompe, saisonnalisées par la demande mondiale. Le mouvement de modération n'est donc ni garanti ni irréversible.

Pour les entreprises, surtout les PME, l'enjeu est d'exploiter la fenêtre. Lorsque l'inflation se calme, la négociation redevient possible : renégocier les tarifs logistiques, sécuriser des contrats cadres d'achats, ajuster les politiques de prix au détail pour regagner du volume sans sacrifier la marge. Côté salaires, c'est le moment d'adosser les hausses à des gains de productivité ciblés (digitalisation, process, qualité), plutôt que de courir derrière l'IPC. L'État peut accélérer en publiant un tableau de bord mensuel enrichi (énergie, change, composantes alimentaires) pour aider la décision.

Macro Économiquement, le message aux marchés est positif : la désinflation laisse plus d'oxygène à la croissance, que le HCP voit s'ajuster autour de 4,3 % au T3, et elle réduit le risque d'une montée brutale des taux. À l'international, le Maroc se replace parmi les économies émergentes ayant reconstitué un ancrage nominal crédible, ce qui facilite la gestion de la dette intérieure et l'arbitrage entre financements locaux et externes. Mais la crédibilité se nourrit d'exécution : si la trajectoire d'inflation est une promesse, la qualité des données (HCP), la pédagogie (BAM) et la cohérence budgétaire (PLF 2026) en sont la preuve par l'acte.



En clair : le signal de modération est réel. Pour qu'il devienne résilient, il faut une politique de l'offre plus musclée (logistique, concurrence, eau) et une transparence des prix tout au long des chaînes. Sans cela, l'accalmie restera météo-dépendante. Avec, elle peut devenir un avantage comparatif : la stabilité des prix attire l'investissement, ancre la consommation et donne de la lisibilité aux plans industriels.

RISQUE-PAYS : POURQUOI LA NOTE « B » DE COFACE COMpte... ET CE QU'ELLE NE DIT PAS

Coface maintient la note de risque-pays du Maroc à "B", un niveau intermédiaire (cinquième cran d'une échelle à huit paliers) qui signale une économie solide mais exposée. Pour les décideurs, la tentation est double : s'en féliciter — car la région ne brille pas par la stabilité — ou s'en agacer — car les réformes engagées mériteraient mieux. La vérité se cache, comme souvent, dans les détails.

Ce que la note dit, d'abord. Elle reflète une résilience macro reconnue : infrastructures, base exportatrice (auto, engrais, aéronautique, agriculture), prudence de la politique monétaire et budgétaire. Elle intègre les vulnérabilités structurelles : dépendance hydrique, risque climatique pesant sur l'agriculture (11 % du PIB, 30 % de l'emploi), tissu de PME encore fragile. Elle tient compte, enfin, de l'environnement externe (géopolitique, termes de l'échange) et des capacités de financement du pays.



Ce qu'elle ne dit pas assez, ensuite. La note capture mal les effets d'hystérèse positive des grands projets à horizon 2030 (rail, port, 5G industrielle) et la montée en gamme des filières (EV, batteries, électronique). Elle sous-pondère souvent l'ingénierie institutionnelle marocaine — capacité à attirer et exécuter des investissements lourds — qui a distingué le pays dans l'automobile et les phosphates. Cette asymétrie d'information coûte en prime de risque : les bailleurs exigent quelques points de base de plus quand le narratif n'est pas entièrement capté.

Faut-il s'en offusquer ? Non. Il faut documenter. Pas par des slogans, mais par des indicateurs publics : délais moyens d'exécution des marchés, taux de disponibilité des services publics (eau/énergie/santé), part des exportations à contenu technologique, productivité sectorielle. À court terme, l'enjeu est de réconcilier l'appréciation Coface avec la requalification S&P obtenue récemment — autrement dit, transformer la perception en coût du capital réduit pour les entreprises.

Pour les dirigeants, trois usages concrets. Un : dans les négociations de financement (banques, assureurs-crédit), utilisez l'argumentaire "risque spécifique vs risque systémique" : les projets bien structurés (collatéral, contrats, garanties) méritent une tarification inférieure au "B" générique. Deux : contractualisez davantage en dirham lorsque c'est possible, pour réduire l'exposition au change. Trois : sur l'export, appuyez-vous sur l'assurance-crédit comme actif stratégique : coût modeste, levier fort sur le cycle CT.

Verdict : la note « B » n'est ni un couperet ni une médaille. C'est un repère. À nous d'en faire un tremplin, en produisant des preuves tangibles de montée en gamme. Les marchés, eux, n'attendent qu'une chose : des faits têtus.



DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE : LE PARI AFRIQUE-TÜRKIYE, MODE D'EMPLOI POUR LES ENTREPRISES

stanbul, cette semaine : ouverture du Forum d'affaires Turquie-Afrique, et message clair du Maroc — adhésion à un partenariat stratégique fondé sur la solidarité et le co-développement. Au-delà des formules, de quoi parle-t-on ? D'industries, de logistique, d'énergie, et de corridors qui pourraient mieux connecter l'Afrique de l'Ouest et du Nord aux chaînes turques. Autrement dit, une diplomatie orientée valeur.

Pourquoi Türkiye ?

Parce que l'écosystème industriel turc — textile-habillement, composants auto, électroménager, matériaux — rime avec la base marocaine. Les deux pays partagent une culture de l'assemblage agile, une intégration progressive de contenus locaux et une logistique compétitive. L'opportunité : cosourcer en Afrique, c'est-à-dire combiner la proximité marocaine (ports, stabilité, base industrielle) avec la capacité de séries turque pour adresser des marchés africains à forte démographie.

Concrètement, trois terrains s'ouvrent. Le textile technique (EPI, smart fabrics) : Türkiye dispose de capacités fibres/tissages avancées ; combinées aux zones industrielles marocaines et à une 5G industrielle naissante, elles peuvent accoucher d'unités à forte VA. L'électro-mobilité : composants et sous-systèmes pour l'automobile/EV, où les deux bases savent scaler vite. La logistique : liaisons maritimes et RORO renforcées, hubs de groupage à Casablanca/Tanger, et services douaniers digitalisés pour fluidifier le flux Afrique de l'Ouest ↔ Méditerranée.

Reste la matrice des risques. Les entreprises devront naviguer entre règles d'origine (UE/ALE, cumul diagonal), risques de change, et standards qualité différents. L'Etat peut sécuriser par un fast-track bilatéral : reconnaissance mutuelle de certifications, corridors "green lane" portuaires, et un cadre de PPP pour la logistique continentale (entreposés sous douane, data-sharing). Le succès, ici, viendra moins des podiums que des contrats : des JV avec feuilles de route précises, des clusters binaires (un site en Türkiye, un site au Maroc), et des indicateurs trimestriels publics (volumes, délai, contenu local).

Pour le Moyen-Marché (PME/ETI), mode d'emploi en trois points. Cartographiez votre pièce dans la chaîne (qui achète ? à quel SLOA ?). Adossez un financement export-import (assurance-crédit + billets de trésorerie) pour lisser le risque de paiement. Pilotez la supply par des contrats logistiques intelligents (SLA sur dwell time, pénalités de retard, options de reroutage). Un partenariat stratégique ne vaut que par son exécution micro.

En bref : le Maroc élargit son éventail d'alliances. Aux entreprises de transformer l'intention politique en création économique — à coups de deals bien ficelés.



CRYPTO, “VENDREDI NOIR” ET LIGNE MAROCAINE : PROTÉGER SANS ÉTOUFFER

Le 10-13 octobre a rappelé que la crypto reste une montagne russe : plusieurs milliards de dollars se sont évaporés en 24 heures, dans ce que des analystes décrivent comme la plus grosse purge journalière jamais enregistrée — un record sinistre, neuf fois plus violent que le choc de février. Dans la foulée, le FSB (G20) a pointé des “lacunes significatives” dans la régulation mondiale, notamment sur les stablecoins. Le timing parle de lui-même.

Pour le Maroc, qui travaille un cadre juridique, l'épisode est un stress test grandeur nature. Officiellement, l'usage des crypto-actifs demeure interdit ; officieusement, il prospère dans une zone grise. Bank Al-Maghrib rappelle les risques : absence de protection en cas de faillite de plateforme, volatilité extrême, failles de cybersécurité, et difficultés de recours. Le contexte global n'arrange rien : même des acteurs réputés “solides” peuvent s'embrouiller — comme l'a montré l'incident

de mint “technique” chez un émetteur de stablecoin partenaire de PayPal, heureusement corrigé rapidement mais révélateur du pouvoir de création-destruction de ces jetons.

Quelle ligne adopter ? Trois piliers. Protection d'abord : agréments obligatoires pour plateformes, exigences de fonds propres, ségrégation des actifs clients, audits réguliers, et assurance minimale pour couvrir les pertes opérationnelles.

Intégrité ensuite : KYC/AML stricts, traçabilité on-chain, et coopération internationale pour ne pas laisser les flux offshore contaminer l'écosystème domestique. Innovation enfin : laisser respirer la technologie (tokenisation d'actifs, paiements instantanés, identités numériques) sous sandbox régulatoire, avec un périmètre clair.

Reuters

Les entreprises marocaines doivent aborder la crypto en ingénieurs plutôt qu'en parieurs. Paiements ? La priorité est la stabilité, pas la spéculation : privilégier des solutions adossées à des monnaies électroniques classiques, observer les expériences de stablecoins réglementés ailleurs, et tester dans des bancs d'essai (B2B import/export, micro-paiements, remittances). Trésorerie ? Bannir l'exposition spéculative au bilan ; si besoin, travailler via des produits structurés très encadrés. Tech ? Recruter des spécialistes sécurité avant de déployer des smart-contracts.

Au fond, la crypto met à nu une leçon plus large : l'ingénierie financière ne remplace pas la régulation. La ligne marocaine — prudente, progressive, ouverte à l'innovation encadrée — paraît la plus responsable dans le cycle actuel. La liberté d'expérimenter a un prix : des garde-fous qui fonctionnent.



ÉNERGIE : L'ÉOLIEN DE NAREVA ET LA BATAILLE DU MWH COMPÉTITIF

La transition marocaine ne se gagne pas seulement à coups de gigawatts installés, mais à coups de MWh compétitifs et fiables. Dans ce match, l'éolien conserve une longueur d'avance sur le coût, et Nareva demeure un pivot industriel : Tarfaya (300 MW) en référence, et une participation clé au programme intégré 850 MW, adossé à une chaîne locale de composants. À l'heure où les filières batteries/EV cherchent des électrons "verts", cette base devient un avantage stratégique.

Le Sud atlantique (Laâyoune-Dakhla) est une pépite : des régimes de vent forts et réguliers, propices à un facteur de charge élevé et donc à un LCOE (coût nivélo) agressif. Des projets plus modestes y émergent, à l'image d'un 60 MW à Dakhla connu des cercles industriels, qui illustre l'appétit pour des parcs modulaires raccordés à des charges locales (agro-indus, dessalement, stockage froid). La clé, désormais, est de sécuriser la connexion réseau et la logistique lourde (pales/sections) pour limiter les surcoûts.

Trois défis se dressent. Réseau & flexibilité : l'éolien impose des investissements dans la transmission (renforcement des dorsales, dispositifs de compensation) et des actifs de flexibilité (stockage, pilotage demande). Local content : pour gagner la bataille du coût et de l'empreinte carbone, il faut profondément localiser (tours, assemblage nacelles, blades) et intensifier les achats publics innovants pour accélérer l'effet d'échelle. Procédures : raccourcir les délais d'autorisations,

standardiser les études d'impact, et instaurer un guichet unique pour les servitudes d'accès et le transport d'équipements hors gabarit.

Côté modèles, l'hybride a le vent en poupe : éolien + solaire + batterie, adossé à un PPA privé (contrat d'achat d'électricité) pour des sites industriels gourmands en énergie continue. Les zones industrielles (auto, agro, chimie) peuvent ainsi verdir leur mix et lisser leur facture. À la clé : une marque-pays "made with clean power" plus lisible pour les donneurs d'ordre internationaux.

Le Maroc a déjà raconté une belle histoire éolienne. Il s'agit maintenant de passer du succès de projets au succès système : un réseau apte à absorber, des contrats privés fluides, et un tissu industriel qui fabrique plus et importe moins. La compétitivité du MWh en dépend — et, avec elle, la compétitivité de l'industrie exportatrice.



TRANSPORT & LOGISTIQUE : CE QUE “LOGITERRE” RÉVÈLE DES PRIORITÉS 2025-2030

Logiterre 2025 a pris ses quartiers à Casablanca (16-18 octobre). Derrière l’agenda foisonnant, un fil rouge : comment muscler la connectivité marocaine à l’échelle continentale tout en verdissant les flux ? Le salon agit comme un miroir des grandes bascules logistiques à l’œuvre : rail 2030, hubs portuaires, digitalisation des formalités, et montée en gamme des services d’entreposage.

Premier révélateur : le rail. La feuille 2030 place l’extension et la LGV Kénitra-Marrakech au cœur du dispositif. Pour la logistique, l’enjeu n’est pas que voyageur : les fret corridors et l’intermodalité route-rail déterminent le coût total livré. Chaque minute gagnée en manutention et chaque kilomètre déplacé du camion vers le rail se traduisent en CO₂ évité et en prix plus bas à l’export. Les exposants et panels ont insisté sur le maillage entre plateformes intérieures et ports, condition nécessaire pour abaisser le “last-mile” industriel. (Rappelons que les commandes de matériel roulant et l’extension d’infrastructure sont déjà en piste pour 2030.)

Deuxième révélateur : le portuaire. Tanger Med reste la superstar, mais Casablanca et Nador West Med cherchent leur spécialisation. Les logisticiens réclament des SLA (accords de niveau de service) portuaires plus lisibles : temps de dwell, rendez-vous de camions, fenêtres de dépose, et pénalités en cas de congestion. Le Port Community System (PortNet) est cité en exemple ; encore faut-il l’ouvrir davantage aux API tierces pour automatiser le suivi temps réel sur toute la chaîne.

Troisième révélateur : la digitalisation. La mode “track & trace” n’est plus un gadget : c’est un outil de compétitivité. Couplée à la 5G (campus privés dans les zones logistiques, ports, aéroports), elle permet la maintenance prédictive des engins, la gestion fine des températures pour l’agro-export, et la synchronisation des opérations douanières. Les PME demandent des solutions packagées plutôt que des briques éparses : c’est un marché à prendre pour les intégrateurs OT/IT.

Quatrième révélateur : le verdissement. Les chargeurs internationaux imposent des reportings carbone. La logistique marocaine doit standardiser des calculs d’empreinte par flux, proposer des routes optimisées et encourager les véhicules à faibles émissions sur courte distance. Les zones de fret urbain à faibles émissions (ZFUs) dans les grandes villes pourraient devenir le laboratoire utile, si elles s’accompagnent d’incitations claires.

Au fond, Logiterre montre un pays qui passe du béton à la performance. Le matériel et les infrastructures comptent, mais la gestion et la donnée feront la différence. Le Maroc a déjà l’avantage des hubs ; il lui reste à gagner la bataille des minutes, des API et des SLA.



FLASH - ÉCO

BAM maintient 2,25 % et voit 1 % d'inflation en 2025

Le Conseil de Bank Al-Maghrib a laissé le taux directeur à 2,25 % (réunion du 23/09). Les projections tablent sur 1 % d'inflation en 2025, puis 1,9 % en 2026, dans un contexte de croissance attendue à 4,6 % en 2025. Message : prudence monétaire, transmission à surveiller côté crédit aux TPE/PME.



5G : décret imminent, lancement annoncé en novembre

Les opérateurs attendent la publication du décret d'attribution au BO. Le lancement 5G est annoncé pour novembre 2025 dans au moins huit villes et leurs aéroports. Au-delà du mobile, l'enjeu est B2B (ports, rail, usines, hôpitaux).

Carburants : vers une accalmie, petits ajustements à la pompe

Après des variations modestes en août-septembre (-0,10 DH/l sur le gasoil le 19/08), les signaux de stabilité dominent à court terme, malgré un contexte mondial chahuté. Les professionnels anticipent une trajectoire plutôt plate, avec des écarts mineurs selon les distributeurs.



Fruits rouges : les myrtilles marocaines cartonnent au Canada

Entre juillet 2024 et juin 2025, le Maroc a exporté 1.900 t de myrtilles vers le Canada, pour >19 M\$. Volume presque doublé en un an et x17 en trois saisons. Capacité logistique et qualité produit au cœur de la percée.



OCP : S1 2025 solide (CA 52,2 Mds DH ; EBITDA 18,6 Mds)

Le Groupe OCP affiche un CA S1 de 52,2 Mds DH (+20,6 %) et EBITDA 18,6 Mds (marge 36 %), porté par des volumes d'export en hausse (roche, engrais). Résilience confirmée malgré des intrants volatils.

Rail 2030 : la LGV Kénitra-Marrakech accélère

Le plan ferroviaire (96 Mds DH) inclut la LGV Kénitra-Marrakech (430 km) d'ici 2030, et l'achat de 168 trains (HS/Intercités/Urbain). Impact direct sur fret et connectivité en vue du Mondial 2030.



Partenariat Afrique-Turquie : cap sur l'investissement productif

Au Forum Turquie-Afrique, le Maroc a adhéré à un partenariat stratégique axé sur l'industrie, la logistique, l'énergie et les nouvelles techno. Objectif : corridors concrets et co-développement. À traduire vite en JV et commandes.



Crypto : crash record le 10-11/10, le FSB alerte sur les "trous" de régulation

Le marché crypto a connu la plus grosse purge 24h jamais enregistrée (≈ 19 Md\$ de positions liquidées). Le FSB dénonce, le 16/10, des lacunes d'application des règles sur crypto et stablecoins. Vigilance pour le futur cadre marocain.

Tourisme : 15 millions de visiteurs à fin septembre (record)

Le Maroc a accueilli 15 M de touristes sur neuf mois, en hausse de 14 % sur un an. Capacité hôtelière et connectivité restent les deux goulets d'étranglement à traiter avant 2030.



Dakhla : dessalement agricole et énergie, Nareva-Engie avancent

Un accord de dessalement à Dakhla (Nareva-Engie) doit irriguer 5.000 ha agricoles. Illustration d'un couplage eau-énergie renouvelable au service de l'export agro. Suivi indispensable sur coûts et impact environnemental.



Logiterre 2025 (16-18 oct., Casa) : la logistique se "data-ise"

Deuxième édition du salon **Logiterre** : intermodalité rail-port, **SLA portuaires**, **API PortNet**, verdissement des flux, 5G "campus" pour zones logistiques. Feuilles de route publiques/privées attendues.

Parution du I-DÉBATS N°14 le 10 octobre : "Gen Z 212, institutions et renouvellement"

L'ODJ annonce la sortie du I-DÉBATS N°14 (10 octobre 2025), qui consacre sa couverture à la mobilisation de la Génération Z (mouvement Gen Z 212), la crise de confiance envers les institutions et les voies possibles de renouvellement socio-politique. L'édition interroge notamment l'insuffisance des canaux de médiation (partis, syndicats), les revendications jeunesse dans l'éducation, l'emploi et la santé, et propose un débat autour d'un Conseil national de la jeunesse pour re-rééquilibrer le dialogue public.



LODj

WWW.PRESSPLUS.MA

VOTRE REGARD HEBDOMADAIRE SUR L'ÉCONOMIE



Plongez dans le monde économique avec notre hebdomadaire dédié. Ici, en lecture en ligne et en téléchargeant ce PDF, vous découvrirez une richesse d'articles, d'analyses et des brèves variées, allant des dernières informations économiques nationales et internationales. Cet hebdomadaire en format express est votre guide incontournable pour découvrir l'essentiel des brèves économiques de la semaine.

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APporte LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS